CONFERENCE INTERNATIONALE D'INAISE

"Finance Sociale et Solidaire et Emergence des Continents"

Dakar 2018

DAKAR 2018 International INAISE Conference «Social and Solidarity Finance and Emergence of Continents»

Conferencia Internacional de INAISE - DAKAR 2018 «Finanzas Sociales y Solidarias y Surgimiento de Continentes»

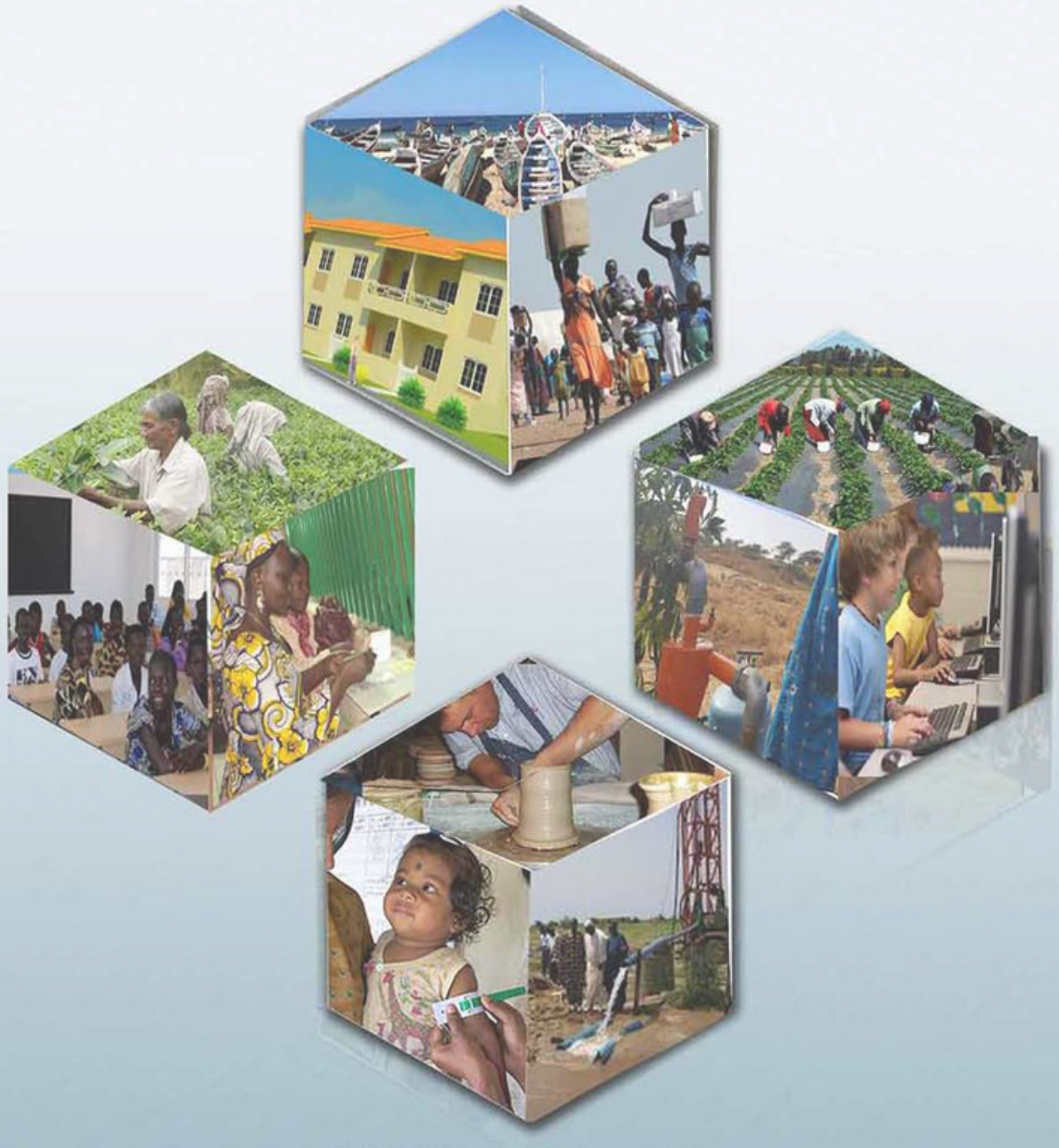
RAPPORT

Fondation Sen' Finances
www.senfinances.sn

INAISE
www.inaise.org

20 - 21 - 22
Juin | 2018
June
Junio

Hôtel Ngor Diarama
DAKAR – SENEGAL



dakar2018@inaise.org

TABLE DES MATIÈRES

I- AVANT PROPOS P. 03

- Présentation P. 04
- Objectifs P. 05
- Résultats P. 05
- La Conférence en quelques chiffres P. 06
- Appréciations par les participants P. 06

II- DÉROULÉ DE LA CONFÉRENCE P. 07

1) Cérémonie d'ouverture P. 08
2) Plénières et panels P. 09
3) Ateliers P. 20
4) Présentations d'outils/formations P. 24
5) Paroles d'entrepreneurs : témoignages d'entrepreneurs sociaux P. 25
6) Cérémonie de clôture P. 26

III- ACTIVITÉS ANNEXES P. 27

1) Assemblée Générale Annuelle d'INAISE P. 27
2) Visites de terrain P. 27
3) Exposition « made in Sénégal » P. 28
4) Visite touristique de l'ile de Gorée P. 28

IV- ANNEXES P. 29

- Programme P. 29
- Sponsors P. 30
- Liste des participants P. 31

I-AVANT-PROPOS

PRÉSENTATION

Le concept d'Économie Sociale et Solidaire a surtout été développé en Europe et en Amérique du nord. Néanmoins, l'ESS est présente sur tous les continents.

Bien qu'il existe des spécificités régionales, l'ESS à travers le monde représente des organisations qui répondent à un but social plutôt que lucratif. En tant que réseau mondial dédié à la finance sociale et solidaire, INAISE rassemble des acteurs pionniers et historiques du secteur qui soutiennent le développement durable, l'économie sociale et solidaire, ainsi que le développement rural.

Cette année, la conférence internationale annuelle d'INAISE a eu lieu à Dakar au Sénégal, où le gouvernement a démontré un intérêt pour la question de l'ESS, notamment avec la création en 2017 d'un Ministère de l'Économie Solidaire et de la Microfinance.

On observe par ailleurs une émergence africaine, mais aussi des autres continents qui prennent leur place dans cette économie sociale mondiale.

Dans ce contexte, quel rôle joue la finance sociale et solidaire ?

Pour répondre à ce questionnement, la conférence de Dakar s'est articulée autour des quatre axes suivants :

Axe 1 : Mécanismes de Financement de l'Économie Sociale et Solidaire

Axe 2 : Expériences intercontinentales : que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Axe 3 : Outils financiers de soutien à l'agriculture

Axe 4 : Les formes de financement innovantes

OBJECTIFS

GÉNÉRAL

Créer un espace d'échange et d'analyse sur l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) entre les participants.

SPÉCIFIQUES

- Avoir une meilleure compréhension du concept d'Économie Sociale et Solidaire ;
- Prendre connaissance des diverses expériences, stratégies et outils de l'Économie Sociale et Solidaire notamment en Afrique ;
- Se mettre à jour sur les mécanismes innovants de financement de l'économie sociale ;
- Tisser des liens avec d'autres intervenants en vue d'échanges et de partenariats ;
- Réfléchir ensemble aux perspectives d'avenir de l'Économie Sociale et Solidaire.

Pour INAISE, cette Conférence a également pour objectif de consolider son positionnement d'organisation internationale de l'Économie Sociale et Solidaire et de renforcer sa présence en Afrique en augmentant le nombre de ses membres venant de ce continent.

RÉSULTATS

Les attentes des participants étaient très élevées et ils ne furent pas déçus. Grâce à la richesse des interventions et à l'expertise des conférenciers, les échanges ont permis aux participants d'en savoir plus sur l'économie sociale et solidaire. Pour les membres d'INAISE ce fut une occasion de découvrir ce que le Sénégal et l'Afrique de l'ouest ont à offrir en matière de finance sociale et solidaire et de renforcer leurs relations avec les différents acteurs présents.

La conférence a aussi permis à l'ensemble des participants de découvrir le réseau INAISE ainsi que la richesse des membres qui le constitue. À la suite de l'événement, plusieurs organisations sénégalaises ont manifesté leur intérêt à devenir membre d'INAISE et à poursuivre le dialogue initié.

Finalement, la conférence a été une occasion de créer des liens et d'initier des partenariats. C'est le cas notamment entre le Québec et le gouvernement du Sénégal, tous deux ayant indiqué leur intérêt à poursuivre le dialogue et le partage d'expériences en ce qui a trait à l'économie sociale et solidaire. Suite au succès de certains groupes de travail, des projets de collaborations ont été initiés, notamment au niveau de l'entrepreneuriat féminin.

LA CONFÉRENCE EN QUELQUES CHIFFRES

Près de 200 personnes ont participé à la conférence
Lors de l'ouverture officielle par le premier ministre du Sénégal, il y avait plus de 250 personnes dans la salle

38 intervenants
25 conférenciers
5 modérateurs
8 modérateurs/rapporteurs
15 intervenants internationaux

1 conférence d'ouverture
2 tables rondes
2 sessions plénières
8 groupes de travail
1 session de restitution des travaux de groupes
1 session de témoignages
1 conférence de clôture

15 pays étaient représentés par les participants et conférenciers

20 participants étaient présents lors de la visite terrain à Popenguine

APPRÉCIATIONS PAR LES PARTICIPANTS

86%
des participants sont repartis satisfaits de la conférence

94%
des participants étaient satisfaits des thèmes abordés

91%
ont apprécié le format de la conférence

95%
Pour 95 % des participants, les intervenants étaient assez diversifiés

94%
des participants estiment avoir atteints leurs objectifs en participant à la conférence

II-DÉROULÉ DE LA CONFÉRENCE

1) CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

L'ouverture officielle de la Conférence a été faite par le Premier Ministre du Sénégal, M. Mahammad Boun Abdallah Dione, en présence du Ministre de l'Economie Solidaire et de la Microfinance, Mme Aminata Angélique Manga, et du Ministre du Travail, du Dialogue Social des Organisations Professionnelles et des Relations avec les Institutions, M. Samba Sy. Milder Villegas, président d'INAISE ainsi que Souhaibou Gueye, président de la Fondation Sen'Finances ont aussi prononcé des allocutions de bienvenue.

Le Premier Ministre a souligné qu'aujourd'hui, le monde est dominé par une économie de marché. Le défi consiste à promouvoir l'accès équitable de la population aux services de base.

L'économie sociale et solidaire incarne les valeurs d'équité et de solidarité entre les membres.

Ainsi, cette conférence est l'occasion pour rechercher la convergence entre les acteurs de différents pays. Un cadre d'échange et de partage d'expérience. Il a rappelé que l'économie sociale et solidaire est un volet intégré dans la politique du président de la république qui lui a dédié un ministère. C'est donc une manière d'encourager les formes d'entreprendre comme les organisations de coopératives (tontines, mutuelles et associations) qui sont présentes dans le pays depuis l'indépendance.

2) PLÉNIÈRES ET PANELS

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

MODÉRATEUR

M. Claude DORION, Directeur général, MCE Conseils Canada

CONFÉRENCIERS

Pr. Abdou Salam FALL, Coordinateur du Laboratoire de recherche sur les transformations économiques et sociales du Sénégal (LARTES)

Mme Arame TOP SENE, Directrice de l'Encadrement Solidaire au Ministère de l'Economie Solidaire et de la Microfinance du Sénégal

M. Cheikh Mouhamady CISSOKHO, Président d'honneur du CNCR et du ROPPA - Sénégal

Après une introduction des conférenciers et du sujet par le modérateur Claude Dorion, le Professeur Abdou Salam Fall a présenté le concept d'économie sociale en général comme étant une activité économique à finalité sociale. C'est une vision démocratique de l'économie inspirée et fondée sur une démarche collective. C'est en fait des groupes qui s'associent pour entreprendre. Il y a un certain nombre de valeurs à respecter : le travail; le respect de la dignité humaine; le partage de richesses ainsi que l'encrage dans la démocratie et dans l'associativité.

Il a ensuite présenté quelques exemples d'entreprises collectives comme les coopératives (agricoles, habitats, centrales d'achats…) ou les tontines. Il existe aussi des entreprises d'économie sociale qui sont des entreprises privées dont la création de richesse a une finalité sociale. C'est le cas, par exemple, des entreprises de recyclage des ordures.

Pour illustrer ses propos le professeur Fall a identifié des formes d'entreprises sociales dans le contexte africain : la Société de travail (chef de famille, marabout etc); Serigne Cheikh Anta Mbacké (Dereum ak Ngereum); Nam au Burkina; Tontine au Cameroun; Thé rouge en Afrique du Sud; Huile d'argan au Maroc.
Pour lui, l'enjeu majeur est la transformation structurelle de l'économie.

Mme Arame Top Sene a ensuite enchaîné avec un état des lieux de l'économie sociale et solidaire au Sénégal. Elle a tout d'abord précisé que le Ministère de l'Economie Solidaire et de la Microfinance a été créé dans un contexte d'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) afin de lutter contre la pauvreté et la faim, améliorer la santé et le bien-être et permettre un accès à une éducation de qualité.

Elle a ensuite rappelé que l'ESS est considérée comme le moteur du développement socio-économique et occupe une place importante dans l'emploi rémunéré du Sénégal. Tout ce qui est programme d'ESS sous-entend un projet de société, une utilité sociale et une territorialité. C'est ce qui confirme la vision du programme PSE qui a comme objectif un Sénégal émergent en 2035, avec une société solidaire dans un État de droit. Autrement dit, on peut dire que c'est une société Sénégalaise structurée, transformée et ouverte aux multiculturalismes économiques en favorisant des activités entrepreneuriales à finalité sociale et respectueuse de son environnement et de l'éthique.

Mme Top Sene a ensuite identifié quelques exemples d'initiatives sénégalaises en économie sociale. Ce sont par exemple des coopératives de production mais aussi des coopératives de services avec des fonctions d'insertion sociale. C'est le cas notamment des mutuelles de santé, des coopératives de consommation sous formes de groupes d'achats ou encore des coopératives scolaires.

À la suite de ces deux présentations, M. Cheikh Mouhamady Cissokho a continué en expliquant d'où il vient et pourquoi il est là aujourd'hui. Il a expliqué que l'agriculture familiale est une entreprise multifonctionnelle et multisectorielle qui utilise l'ensemble des opportunités naturelles pour bâtir la vie économique, sociale et culturelle. Pour lui, il n'est pas possible pour les agriculteurs de dissocier leurs modes de vies de leurs activités. Cette interdépendance fait que l'agriculture familiale est le prototype de l'économie sociale et solidaire. Il est porté par la coresponsabilité de la communauté et du camp.

D'après M. Cissokho, l'économie de marché a été créée dans le but de casser la famille, le clan, en se basant sur l'individu. C'est l'individualisation du capitalisme et de l'économie qui a mis en conflit ce que les agriculteurs représentent. Il pose la question et invite les participants à réfléchir sur une manière de rémunérer le capital sans nécessairement avoir recours aux taux d'intérêt, comme cela se fait par exemple avec les tontines.

Il a présenté ensuite la situation des agriculteurs en Afrique qui représentent 66 % de la population alors que les gouvernements investissent moins de 4 % en agriculture, élevage et pêche.

CONFÉRENCE D'OUVERTURE RECOMMANDATIONS

Lors de cette session, les conférenciers ont identifié les recommandations suivantes :

Identifier différents axes du fait de la diversité des entreprises relevant de l'ESS mais aussi des domaines d'intervention :

- Consommation responsable ;
- Protection des biens communs ainsi que les services de proximité ;
- Valorisation de l'artisanat ;
- Economie circulaire (recyclage des ordures…)

Pour mettre en œuvre la politique de l'ESS il faut:

- Le renforcement institutionnel législatif et réglementaire de l'ESS;
- Le renforcement des capacités, de l'organisation et des acteurs de l'ESS;
- La maitrise de l'information sur l'ESS;
- La promotion, la formation et la recherche sur l'ESS ;
- La gestion et le suivi-évaluation de la mise en œuvre de la politique de l'ESS.

Il faut dès lors insister sur le rôle à travailler dans l'économie sociale et solidaire suivant différents axes d'intervention :

- Accompagner les entreprises sociales ;
- Financer et promouvoir les acteurs du secteur de l'entrepreneuriat social ;
- Les investissements doivent être orientés vers ce secteur.

M. Cissokho recommande :

- Baisser le taux d'intérêt bancaire de 4 à 5 % ;
- Offrir une protection du produit ;
- Favoriser l'emploi des jeunes ;
- Renforcer l'implication des familles ;
- Faire appel à la gestion communautaire.

AXE 1-MÉCANISMES DE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

MODÉRATEUR

M. Sécou SARR, Directeur ENDA ENERGIE - Sénégal

CONFÉRENCIERS

M. Marc PICARD, Directeur général de la Caisse d'Économie Solidaire Desjardins – Canada

M. Abdourahmane SY, Directeur du PFIGR du Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP) – Sénégal

M. Andrew CAIRNS, Président Directeur Général de Community Sector Banking - Australie

M. Dominique LESAFFRE, Directeur Général de la SIDI – Solidarité Internationale pour le Développement de l'Investissement - France

La session a débuté avec l'intervention de Marc Picard qui a rappelé dans un premier temps que l'économie sociale et solidaire est un outil essentiel à la démocratisation de l'économie. Il faut placer le capital au service des humains, et non le contraire. Il a ensuite dressé un portrait de l'écosystème québécois où l'État finance des initiatives d'entreprises collectives visant à répondre à des besoins spécifiques dans la société.

Marc Picard a continué sa présentation avec l'historique de la naissance du mouvement coopératif au Québec qui s'est fait d'un côté par le secteur agricole et de l'autre par le mouvement Desjardins. Il a aussi rappelé le rôle des organisations syndicales dans la création de ce mouvement. Au Québec, les organisations construisent ensemble des outils financiers. Cela a généré un environnement diversifié permettant à l'économie solidaire de se développer.

Il a ensuite présenté les outils financiers qui existent au Québec. Ces outils comprennent notamment des programmes de subventions gouvernementales mais aussi un instrument financier géré par l'État qui agit en complémentarité au système privé et coopératif. Il existe aussi des institutions financières comme la coopérative Desjardins, et des outils financiers comme Fondaction et Filaction qui interviennent en complément au système bancaire pour financer l'ESS. Finalement il y a aussi le secteur philanthropique privé qui agit comme un investisseur à risque complémentaire de l'ensemble de l'écosystème financier. Des acteurs non financiers sont aussi présents et accompagnent les entreprises de l'ESS en leur prodiguant des services conseils.

La parole a ensuite été donnée à Abdourahmane Sy qui a présenté le Fond de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP) comme un outil mis en place par l'État du Sénégal pour accompagner les petites et moyennes entreprises. Il a expliqué que c'est une forme de financement de l'ESS qui permet de faciliter l'accès au financement des PME et qui s'oriente en grande partie vers les couches vulnérables de la société comme l'accompagnement des jeunes en milieu agricole et les groupes de femmes.

Il a ensuite expliqué que le fonds possède des formateurs afin d'accompagner les porteurs de projets. Le FONGIP est accessible notamment grâce à la décentralisation avec l'utilisation de cabinets privés afin d'être plus proche de la population. Cet allègement des conditions d'accès est visible notamment avec la création de l'ADPME.

Le FONGIP, grâce à son fonds de garantie pour l'accès au logement a permis à des artisans d'avoir un logement décent. Le bureau a signé des contrats avec des entrepreneurs afin de leur permettre d'avoir des habitats pour leurs membres.

Andrew Cairns a ensuite pris la parole et présenté son organisation, Community Sector Banking. Il a expliqué que la banque a été créée il y a 15 ans et offre des services aux organisations à but non lucratif. En Australie, le secteur à but non lucratif est plus important que le secteur minier et génère près de 120 millions de dollars. C'est l'une des banques à caractère social les plus importantes en Australie.

Il a continué en présentant le fonctionnement de leur modèle. La moitié de la banque appartient à une des plus grosses banques d'Australie. L'autre moitié est détenue par les organisations à but non lucratif. C'est la communauté qui décide où doivent être investis les capitaux et les profits. Le modèle suit la règle suivante : 30% des profits servent à payer les actionnaires alors que 70 % retournent à la communauté à travers notamment des projets de santé et des projets de femmes.

Il a ensuite rappelé les défis rencontrés par les organisations à but non lucratif reliés notamment à l'incertitude face au financement, à la durabilité et à l'impact qu'elles peuvent avoir. Il a aussi précisé que son organisation travaille sur la responsabilité sociale normale, l'élaboration des cours et l'évaluation de nouveaux marchés. Pour finir, il a cité Martin Luther King qui disait en 1963 : « Si on se concentre sur le profit plutôt que le développement nous sommes dans une société qui n'ira nulle part ».

Le dernier intervenant de cette session était Dominique Lesaffre. Il a commencé par présenter rapidement son organisation, la SIDI, qui offre des services financiers et d'accompagnement aux organisations locales tout en poursuivant une orientation reliée à la transition écologique et sociale.

Il a ensuite présenté des exemples de financement de l'ESS en Afrique de l'Ouest à partir d'expériences significatives. Au Mali tout d'abord avec la Banque Malienne de Solidarité (BMS) qui a la particularité d'avoir réuni 96 % de son capital depuis le Mali. Grâce à son modèle d'affaire, la BMS peut offrir des liquidités à des conditions souples et accessibles. Aujourd'hui, ce modèle économique élaboré par les maliens a fait de la BMS le premier établissement financier supervisé par la BCEAO et qui répond à toutes les indications et critères attendus au niveau bancaire. Cela vaut d'être relevé et remarqué parce que cette expérience est réplicable dans d'autres pays en Afrique.

RECOMMANDATIONS

Lors de cette session, les conférenciers ont identifié les recommandations suivantes :

- Il faut placer le capital au service de l'humain.
- Accompagner les entrepreneurs en économie sociale et solidaire dans la mise en place de leur projet
- Tout fond d'investissement doit avoir 4 principes majeurs :
    - Prise en charge démocratique;
    - Processus de décision démocratique;
    - Primauté de la personne;
    - Production de biens et de services.
- Se concentrer sur les valeurs sociales.
- Il est nécessaire de mesurer les impacts sur les résultats humains, sur la productivité, sur le développement ainsi que les impacts positifs ou négatifs sur l'environnement.
- Tous les éléments du capital doivent être pris en compte : le capital social, l'environnement, l'être humain, l'intelligence, la productivité et la confiance.
- Il y'a aussi cette dialectique entre profit et richesse (richesse pour la société). Il faut donc penser développement plutôt que croissance et la collaboration est un élément clé.
- S'inspirer des modèles qui ont fonctionné dans les autres pays d'Afrique (exemple de la BMS au Mali).
- Tout ce qui est petit n'est pas forcément beau et tout ce qui est grand n'est pas forcément laid.

AXE 2-EXPÉRIENCES INTERCONTINENTALES : QUE POUVONS-NOUS APPRENDRE LES UNS DES AUTRES?

MODÉRATEUR

M. Dominique LESAFFRE, Directeur Général de la SIDI – Solidarité Internationale pour le Développement de l'Investissement - France

CONFÉRENCIERS

Mme. Fatou Sow SARR, Présidente du Réseau Africain pour le Soutien aux Femmes en Entrepreneuriat (RASEF) – Directrice du Laboratoire Genre de l'IFAN - Sénégal

M. Raúl SANCHEZ, Directeur Général – Red Katalysis - Honduras

M. Jorge Luis DE LA CALLE MARTIN, Directeur du Développement Global – Gredos San Diego - Espagne

M. Idrissa BA, Chef de file pays – ICCO Cooperation/STARS - Sénégal

Après une présentation des intervenants par le modérateur, Mme Fatou Sow Sarr a débuté son intervention en rappelant que l'ESS se confond avec des pratiques ayant existé en Afrique depuis la nuit des temps. Elle a ensuite orienté sa présentation sur la situation des femmes et comment celles-ci essaient de se développer en entrepreneuriat malgré les défis qu'elles doivent surmonter.

À travers son intervention, Mme Sarr a dénoncé comment certaines pratiques ancestrales qui étaient favorables aux femmes ont pu être détournées par les institutions financières, les investisseurs étrangers et la mise en place de mutuelles. C'est le cas notamment des tontines ou encore du M'baqal.

Elle a ensuite expliqué que ce qui a permis aux femmes d'accéder au succès c'est lorsqu'elles ont appliqué la logique collectiviste pour l'accumulation du capital en appliquant la logique individualiste pour l'investissement.

En conclusion, elle a rappelé qu'il faut régler le problème de financement de l'ESS qui en plus de la création de richesse, accorde une place centrale à l'humain.

Le panel s'est poursuivi avec Raúl Sánchez qui a commencé en présentant la situation de l'ESS au Honduras où celle-ci est essentiellement représentée par les coopératives d'épargne et de crédit, les institutions de microfinance ainsi que les caisses agricoles. Il a expliqué que les structures de l'ESS ont réussi à former un capital d'épargnes afin de réduire leur endettement et financer leurs activités.

Il a ensuite continué en présentant le succès de l'ESS au Honduras qui selon lui repose sur un certain nombre de piliers. Ceux-ci incluent notamment, la formation des ressources humaines des institutions avec la mise à jour des connaissances ainsi que l'éducation financière des clients. Il ne faut pas non plus négliger la planification, aussi bien à court terme que la planification annuelle.

M. Sánchez a ensuite évoqué le rôle joué par l'autorégulation des institutions en termes de suivi des objectifs et indicateurs afin de franchir des étapes importantes dans la réalisation des objectifs fixés dans le cadre de la planification. Ceci ayant entrainé la régulation par les autorités locales, ces démarches ont permis d'augmenter les montants épargnés et atteindre d'autres étapes de développement.

Finalement, il a rappelé l'importance de développer l'innovation technologique et digitale, cette dernière étant aujourd'hui un outil incontournable dans tous les domaines. Au Honduras, elle occupe une place de choix et apporte plus de démocratie.

Jorge Luis de la Calle Martín a ensuite enchaîné en présentant l'expérience de Gredos San Diego (GSD) en Espagne. Il s'agit d'une coopérative composée de professeurs, suivant le modèle associatif. Aujourd'hui elle compte 1000 membres dédiés à l'éducation.

Il a expliqué ensuite que le modèle de GSD est basé sur trois piliers : l'apport en capital et en main d'œuvre par les membres, l'apport financier de l'État et l'apport de la communauté et des familles. De plus, GSD participe à un réseau de coopératives en faisant appel à des fournisseurs ayant choisi ce mode de fonctionnement.

Il a terminé sa présentation en soulignant la présence de GSD à l'extérieur de l'Espagne avec l'ouverture récente d'un collège au Costa Rica et prochainement au Cameroun.

Le dernier intervenant du panel, Idrissa Bâ a continué en présentant rapidement son organisation ICCO Coopération/STARS, une ONG néerlandaise qui soutient financièrement les petits producteurs afin d'assurer la sécurité alimentaire partout dans le monde.

Il a ensuite présenté le programme STARS appuyé par la fondation MasterCard. Il s'agit d'un modèle d'intervention qui combine les services financiers et les services non financiers dont le capital ou le financement est destiné aux producteurs et au renforcement des capacités dans la gestion de leurs entreprises.

M. Ba a ensuite analysé les leçons apprises du programme qui incluent notamment la nécessité d'avoir des entrepreneurs de production ayant la capacité de s'inscrire dans la durabilité par rapport à leurs activités ou encore les lacunes dans la connaissance du monde agricole par les investisseurs.

RECOMMANDATIONS

Lors de cette session, les conférenciers ont identifié les recommandations suivantes :

- Prendre en charge les besoins de la femme en amont ;
- Il faut prendre en compte les logiques traditionnelles pour réussir la promotion de l'entreprenariat social et solidaire ;
- Il faut tenter de concilier le social et l'économique ;
- Les investisseurs solidaires doivent revisiter leurs pratiques pour toujours être à l'écoute des propos des populations locales afin de rester sur le fondamental ;
- Il ne faut pas négliger la formation des ressources humaines des institutions financières de l'ESS, et ce à tous les paliers (directions, opérations, ceux qui sont sur le terrain) ;
- Il ne faut pas oublier l'éducation financière des clients ;
- Il faut innover avec les produits financiers offerts et avec la façon de servir les clients ;
- Mettre la personne au centre des décisions ;
- L'éducation est fondamentale pour générer une économie plus sociale et solidaire ;
- La combinaison des services financiers et non financiers est quelque chose de capital pour avoir un impact social au niveau des producteurs ;
- Il faut réduire la symétrie d'informations entre les acteurs de la finance rurale et favoriser l'apprentissage à grande échelle ;
- Il faut effectuer des analyses complètes des chaines de valeurs.

AXE 3-OUTILS FINANCIERS DE SOUTIEN À L'AGRICULTURE

MODÉRATEUR

M. Mamadou Lamine GUEYE, Directeur de CAURIE Microfinance - Président de l'Association Professionnelles des Systèmes Financiers Décentralisés - Sénégal

CONFÉRENCIERS

Mme Karina SANTANA, Vice-Présidente / Directrice des opérations – ECOTIERRA - Canada

M. Baba NGOM, Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux - Sénégal

Mme Maria Elena QUEREJAZU, Directrice Générale – Fundación SEMBRAR - Bolivie

M. André Beaudoin, Directeur Général – Union des Producteurs Agricoles – Développement International (UPA –DI) - Canada

Après une présentation des panélistes par le modérateur, Karina Santana a initié les échanges en présentant ECOTIERRA et plus particulièrement le fonds Canopy. Il s'agit d'un fonds de microcrédit dédié à l'agriculture qui accorde des prêts aux coopératives agricoles. Elle a ensuite présenté l'agriculture durable qui est une vision qui s'oppose à l'agriculture migratoire, à la dégradation du secteur et à la fragilisation de la chaîne de valeurs.

Pour illustrer ses propos, elle a présenté un exemple de réussite ainsi que le fonctionnement de la chaîne de valeurs. Elle a rappelé que le financement de la chaîne de valeurs permet de créer de la valeur et de restituer des bénéfices; d'impacter l'ensemble de l'économie; de travailler avec des coopératives (plusieurs producteurs) et de démocratiser la recherche.

Elle a ensuite expliqué qu'ECOTIERRA œuvre dans la lutte contre le changement climatique. Pour ce faire ils ont créé un outil sur le marché du carbone en négociations avec les acheteurs internationaux. Les crédits carbones permettent à la fois la réduction du gaz à effet de serre et un flux additionnel pour le financement.

Baba Ngom a ensuite poursuivi en mettant en contexte le système des chaines de valeur au Sénégal. Il a ensuite expliqué comment les agriculteurs peuvent construire des sociétés de transformation grâce aux mécanismes des chaînes de valeurs.

Il a présenté ensuite la loi d'orientation silvopastorale qui institue des interprofessions. Celles-ci permettent de réorganiser les filières et de regrouper les acteurs liés à ces filières dans un cadre formel où chacun peut améliorer sa façon de faire, sa qualité, sa production et par conséquent les profits qu'il peut tirer de son activité. Pour que l'interprofession soit bénéfique, il faut qu'elle ait comme objectif d'organiser le marché pour écouler la production à des prix stables, acceptables en fonction d'objectifs négociés en termes de gestion de l'offre, de partage de la valeur ajoutée mais également de la qualité de l'approvisionnement et de la régulation du marché, interne ou externe. Permettent aussi de structurer la filière en améliorant les relations socio-économiques entre les différents métiers d'une filière et appuyer les interprofessions. Celles-ci permettent de faciliter les relations entre les acteurs de la filière et les pouvoirs publics.

Il a conclu en rappelant que l'agriculture est nécessaire au développement d'un pays mais il faut que les prix permettent aux agriculteurs de vivre de leur travail.

Maria Elena Querejazu a continué avec la présentation de son organisation qui est une institution de microfinance en Bolivie qui se spécialise en agriculture. Des 30 000 clients que compte Sembrar, 50 % sont des femmes. Après avoir rappelé le contexte dans lequel vivent les agriculteurs de Bolivie, elle a présenté une méthodologie intégrale développée par son organisation. Cette méthodologie est basée sur trois piliers qui comprennent les services financiers, le soutien technique et l'accès aux marchés aux petits producteurs.

Sembrar travaille à créer un cercle vertueux auprès des petits producteurs en leur facilitant l'accès au capital pour ensuite leur offrir un soutien technique afin que leur production soit meilleure et enfin en leur facilitant l'accès au marché pour qu'ils puissent vendre leur production et avoir les fonds nécessaires pour rembourser le capital et investir de nouveau.

Elle a présenté ensuite les difficultés et risques auxquels doivent faire face les producteurs, comme par exemple une infestation, les risques liés au climat ou encore les mauvaises pratiques en agriculture. Malheureusement, les institutions financières ne veulent pas prêter aux agriculteurs. C'est pour cette raison que Sembrar a développé une forme de garantie solidaire destinée aux petits producteurs.

André Beaudouin a enchainé en présentant son expérience de coopération internationale en agriculture familiale. Il a rappelé que pour avoir accès au marché, il faut avoir accès au financement. Néanmoins, le risque de l'institution financière est lié aux risques auxquels font face les agriculteurs : le climat, l'environnement, la nature avec notamment les invasions d'insectes mais aussi le marché et à l'environnement des affaires.

Mais les agriculteurs font face à l'absence de protection ou de filets de sécurité comme l'assurance récolte, protection du territoire, mesures d'atténuations, législation efficace qui normalement permettent de garantir la capacité de produire en agriculture.

Il a ensuite présenté une troisième difficulté à laquelle doivent faire face les agricultures et qui rend le marché aléatoire : l'opacité des activités, le commerce informel, l'absence de contrats fermes entre les acteurs dans les filières ou encore les garanties de paiement.

Il a ensuite évoqué les problèmes liés entre les besoins des institutions financières pour financer (garanties et solvabilité) et la réalité de l'agriculture au Sénégal. Il faut donc trouver un moyen pour avoir un partenariat gagnant-gagnant entre les institutions financières et les agriculteurs.

RECOMMANDATIONS

Lors de cette session, les conférenciers ont identifié les recommandations suivantes :

- Pour réussir il faut favoriser la mise en place d'une équipe commerciale ainsi que d'une marque de commerce (comme l'exemple d'Eleva Finca) ;
- Trouver des mécanismes pour permettre au paysan de comprendre, de s'approprier et d'accepter de céder une partie de l'argent qu'il doit percevoir sur sa production pour le mettre en commun avec d'autres partenaires pour construire des sociétés de transformation pour avoir des surfaces de distribution pour commercialiser des produits finis et semi-finis ;
- Pour des interprofessions fortes, il est nécessaire d'avoir des organisations de producteurs fortes qui doivent pouvoir maitriser les enjeux de la filière ;
- Il faut appuyer les producteurs à tous les niveaux de la chaîne de valeurs ;
- Il faut avoir des organisations professionnelles agricoles fortes, capables d'agir en interface entre les agriculteurs et les institutions financières ;
- L'organisation professionnelle doit se prévaloir d'un mécanisme qui lui permet de parler d'égal à égal comme par exemple avoir le contrôle des fonds de garantie, soit en étant propriétaires du fonds, soit en étant fiduciaires ;
- Il faudrait une remise en mouvement en mettant en collaboration les organisations de producteurs, les institutions de financement, les systèmes d'assurance, pour que puisse se créer un véritable système d'assurance agricole ;
- L'État doit être plus présent auprès des agriculteurs et doit mettre en place des politiques pour faciliter les opportunités.

AXE-4 LES FORMES DE FINANCEMENT INNOVANTES

MODÉRATEUR

M. Milder VILLEGAS, Directeur Général de Filaction – Président d'INAISE - Canada

CONFÉRENCIERS

M. Marc-André BINETTE, Directeur de Portefeuille Principal, Fonds et Immobilier – Fondaction - Canada

M. Mamadou NGOM, Conseiller du Directeur Général de la Haute Autorité du WAQF - Sénégal

M. Amadou Lamine DIAGNE, Directeur des financements verts et des partenariats (DFVP) du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable - Sénégal

Mme Sabine MENSAH, Spécialiste Technique – Mobile Money for the Poor (MM4P) – UNCDF - Sénégal

Marc-André Binette a initié la session en présentant Fondaction, un fonds de travailleurs offrant une solution d'épargne retraite accessible et qui investit dans les entreprises québécoises pour le maintien et la création d'emplois de qualité, dans une perspective de développement durable. Il a expliqué le fonctionnement du fonds et comment le gouvernement y participe grâce à des crédits d'impôts.

Il a ensuite expliqué que les objectifs de Fondaction sont de développer le capital dans les régions et d'investir dans les secteurs de l'avenir, notamment celui de l'économie durable (socialisation, changement climatique). Pour ce faire, les investissements se font notamment dans les entreprises qui travaillent sur le changement climatique et dans les secteurs liés à la transition énergétique.

Il a ensuite précisé que comme Fondaction doit travailler à être utile à la population, les retombés doivent être mesurables au niveau économique, territorial, social, environnemental et financier. Il a continué en présentant le fonctionnement des investissements en entreprises et en identifiant les fonds partenaires avec lesquels Fondaction travaille.

Il a conclu en mentionnant que Fondaction fait face à des défis tels que le maintien d'un rendement global ; assurer le portefeuille en réponse sociale et environnementale (démonstration des actes) et revaloriser la finance numérique.

Amadou Lamine Diagne a enchainé avec la finance verte et a commencé en présentant les mécanismes qui peuvent être utilisés dans le cadre du financement de l'environnement. Pour chaque mécanisme, il a présenté les principes, les potentialités pour le Sénégal, les contraintes et finalement la faisabilité d'application.

Il est ressorti que les mécanismes qui seraient faisables au Sénégal pourraient inclure notamment des mesures de taxation spéciales comme la taxe sur la pollution basée sur le principe du pollueur-payeur, une taxe de solidarité sur les SMS ou encore une taxe anticipée de recyclage. Il serait aussi faisable de mettre en place un mécanisme de gestion de la dette en réorientant le service de la dette vers le financement de l'environnement.

Il a conclu en présentant deux mécanismes financiers qui seraient applicables au Sénégal : le Waqf vert, en identifiant les aspects environnementaux pouvant bénéficier d'actes de bienfaisance, et les obligations vertes dont les capitaux levés seraient exclusivement dédiés à des projets verts.

Mamadou Ngom a ensuite pris la parole pour présenter la finance islamique. Il a commencé par expliquer que c'est une branche de l'économie islamique qui gouverne la gestion des ressources naturelles et humaines selon les principes de l'islam pour l'intérêt de l'individu et la communauté.

Il a continué avec les principes négatifs et positifs ainsi que les produits financiers de la finance islamique. Sa présentation s'est ensuite centrée sur le Waqf et ses applications. L'institution WAQF a une dimension spirituelle, économique et sociale et constitue un puissant instrument de redistribution de la richesse nationale. C'est une composante de la finance sociale et islamique et constitue un pilier de l'économie l'islamique depuis les premiers siècles de l'islam.

Il a ensuite présenté les différents objectifs du Waqf : spirituel car le waqf est un acte basé sur une vision de l'islam selon laquelle l'homme à des devoirs envers son prochain; social car il s'agit d'un instrument de lutte contre la pauvreté de l'économie islamique; économique car il encourage l'investissement et la redistribution des revenus.

Il a terminé sa présentation avec des exemples de waqf au Sénégal et en rappelant les défis et les opportunités.

Sabine Mensah a continué en présentant le programme de finance digitale dans le cadre de l'inclusion financière supporté par le fonds d'équipement des Nations Unies. Après avoir défini la finance digitale et les concepts clés de la banque digitale et de la monnaie digitale, elle a présenté le programme Mobile Money for the Poor (MM4P) dont le mandat est de rendre les services financiers accessibles aux personnes à faibles revenus.

Elle a ensuite présenté la stratégie du programme MM4P et comment la finance digitale peut s'appliquer aux chaines de valeur dans le domaine de l'agriculture. Par exemple, la finance digitale permettrait d'augmenter la productivité dans l'agriculture en donnant accès à de l'information, en facilitant les transferts et les paiements et en permettant la gestion de la production.

Elle a conclu en expliquant que la finance digitale permet aussi de faciliter l'autonomisation des femmes et des jeunes avec des opportunités de sécurisation de l'épargne de la femme, de confidentialité de l'utilisation de ces fonds et en permettant plus de contrôle dans la gestion des finances du ménage.

RECOMMANDATIONS

Lors de cette session, les conférenciers ont identifié les recommandations suivantes :

- Nécessité de changer de paradigme dans le domaine de la philanthropie, de la charité et de l'investissement social ;
- Promouvoir des formes institutionnelles comme le waqf permettant une allocation plus efficiente et efficace des ressources et un impact plus élevé ;
- Innover dans les mécanismes de financement ;
- Encourager la digitalisation des services financiers.

3) ATELIERS

1) FONDS D'INVESTISSEMENT ET FONDATIONS

MODÉRATEUR : M. Moustapha NDIAYE, Responsable des financements, du suivi et des partenariats de la Fondation Sen'Finances - Sénégal

État des lieux

- Problème d'accès au financement
- Produit non approprié à la demande du marché de l'ESS
- Problème d'exploitation et de commercialisation (exemple de l'arachide)
- Taux d'intérêt trop élevé pour les PME (intérêt comme source de déséquilibre sociale)
- Financement sélectif des banques

Défis majeurs

- Les mécanismes de financement
- La finance sociale doit être le moyen par lequel les entreprises sociales obtiennent le financement.
- Besoin de finance à moyen et long terme
- Introduction de la finance participative : Partage des risques et des bénéfices
- Réfléchir sur une approche méso au lieu de micro
- Elaboration d'un plan et trouver les investissements pour l'entreprenariat social
- Créer une masse critique d'investissement
- Gagner la confiance des investisseurs
- Réglementation
- Audit des fonds d'investissement
- Etat : Mise en place d'un programme de promotion de la finance de l'ESS
- Définition d'un modèle économique qui tient compte de l'environnement
- Association de toute la chaine de financement
- Accompagnement technique et encadrement des entreprises

Perspectives

- Partenariat Fongip Sen-finance
- Promotion de l'économie sociale solidaire
- Regroupement des fonds d'investissement
- Allègement du taux

2) RÔLE DE LA MICROFINANCE DANS L'ESS

MODÉRATRICE : Mme Ghislaine MAMPOUYA MACKIZA, Directrice Générale de la Caisse de Participation à la Promotion des Entreprises et à leur Développement – CAPPED - Congo

1 - État des lieux dans les pays représentés et projets mis en place

Une étude récente de la Direction de Microfinance au Sénégal, a répertorié 448 institutions formelles dont 387 SFD qui ont comme activités traditionnelles:

- Collecte de l'épargne
- Crédit aux AGR et aux entreprises
- Transfert d'argent
- Domiciliation de salaires

Les Projets suivants en Économie Sociale et Solidaire ont été mis en place:

- Mutuelles de santé, d'assurance et des coopératives d'habitat
- Appui à l'électrification rurale (énergie solaire)
- Institutionnalisation des fonds de solidarité
- Promotion des calebasses d'émergence, des tontines, SILC/CECI
- Octroi de crédit solidaire sans garantie matérielle: caution solidaire
- Réduction/bonification de taux d'intérêt pour certains projets
- Projets de protection de l'environnement (amazone de Popenguine)
- Projets de financement pour le retour au pays des émigrés (PLASEPRI)

2 - Défis à relever

- Faible fonds rotatif
- Réglementation appropriée
- Faire du social sans accompagnement (sans partenariat)
- Problème de la mission sociale et mission économique
- Insuffisance de lignes de refinancement
- Absence de suivi permanent des crédits octroyés aux bénéficiaires
- Taux de remboursement faible (80%)
- Manque de garantie adéquate et suffisante du crédit
- Insuffisance de guichets de proximité
- Taux d'intérêt élevé

3 - Pistes de solution

- Formation en continu des bénéficiaires en éducation financière
- Renforcement en dynamique organisationnelle des SFD
- Digitalisation généralisée des opérations/transactions des SFD
- Développement de la banque mobile
- Arrêt des financements directs des bénéficiaires par l'État, car cela crée une concurrence déloyale aux SFD

3) INITIATIVES SÉNÉGALAISES DE FINANCEMENT DE L'ESS

MODÉRATRICE : Mme Khady SAMBA, Directrice des Stratégies au Ministère de l'Économie Solidaire et de la Microfinance - Sénégal

État des lieux

Plusieurs instruments de soutien financier à l'ESS créés par l'État du Sénégal :

- Fonds dédiés à entrepreneuriat des jeunes (3FPT, ANPEJ, ...) : formation – financement et appui technique
- Fonds dédiés à l'entrepreneuriat des femmes : FNPEF, FNCF, PADEF/EJ...
- Délégation à l'entrepreneuriat Rapide (DER) : allègement des conditions d'accès au financement
- Fonds dédiés aux PME (ADEPME, FONGIP) : accompagnement technique garantie
- Fonds dédiés au monde rural (FADSR)
- Programme de réinsertion (plasepri, PSE/J)
- Fonds d'investissement à long terme (FONSIS)

Acquis et défis

- Ces dispositifs sont financés pour la plupart par des ressources nationales et non par des bailleurs
- Il y a une catégorisation de la prise en charge des besoins de financements
- Plus d'engouement, auprès des populations (jeunes et femmes), à entreprendre
- Plus d'initiatives entrepreneuriales
- Volonté de l'État d'accompagner l'ESS
- Bonne prise en charge de l'aspect genre
- Plus de communication pour une meilleure connaissance de ces instruments pour leurs cibles
- Meilleure prise en charge du secteur informel
- Articulation financement /subvention (besoins sociaux de base, accompagnement technique)

Recommandations

- Meilleures articulations des dispositifs avec les institutions financières
- Harmoniser et/ou centraliser les interventions
- Organiser le secteur informel
- Avoir une approche orientée financements d'activités productives d'envergures et non une approche de lutte contre la pauvreté
- Innover dans les mécanismes de financements : finance islamique, approche chaînes de valeurs
- Miser sur le modèle coopératif basé sur des valeurs de solidarité

4) RÔLE DES COOPÉRATIVES DANS L'ESS

MODÉRATEUR : M. Boubacar CISSE, Directeur général de l'Union Nationale des Coopératives Agricoles du Sénégal (UNCAS)

1 - Rappel des principes des coopératives

- Adhésion volontaire
- Pouvoir démocratique
- Autonomie et indépendance
- Droit à l'éducation et à la formation
- Échange entre coopérative (interopération)
- Participation physique et économique
- Engagement vers la communauté

Exemples de coopératives

- MECFADEC (mutuelle d'épargne et de crédit qui avait commencé en association de développement communautaire et qui est devenu une mutuelle après la fédération, d'où son nom)
- Création de l'UJAC en 1987, qui est reconnue en 1996 et qui s'est spécialisée dans le secteur du riz
- Au Congo avec le Congo Corco

2 - Les problèmes majeurs

- Reconnaissance juridique
- Implication des acteurs
- Allègement des procédures de formalisation
- Développement des principes de coopération
- Promotion de l'ESS
- Organisation des coopératives en coopérations

3 - Formes de réussites

- Chine – Inde : Problème de l'agriculture réglé par les coopératives
- Fonds Indien injecte 100 milliards dans les coopératives et créé beaucoup d'emplois
- Québec (développement du pays à travers la coopérative)

5) INNOVATIONS EN FINANCE SOLIDAIRE

MODÉRATEUR : M. Adama THIAM, Directeur Cabinet PRAXIS, Expert-consultant en Microfinance - Sénégal

Expériences

1- Connexion sans frontière

Prise en charge sanitaire du secteur informel vue la difficulté de versement mensuel afin de créer un modèle économique pour capter les cotisations à l'aide d'une plateforme électronique. L'argent collecté est automatiquement déposé dans un compte séquestre. Difficulté : le code CEMA ne prévoit pas un fractionnement de l'assurance. Contrainte d'agrément.

2- Trouver différents partenaires pour financer la mission sociale

592 villages dans le domaine de l'électrification rurale, avec ENDA ENERGIE et la Fondation Sen'Finances. Ils sont parvenus à électrifier les quartiers avec un impact au niveau de l'éducation. Les obstacles c'est la non maîtrise du fonctionnement et de l'accompagnement.
Comme les familles n'avaient pas d'activités génératrices de revenus, un service de l'État est intervenu pour appuyer.

3- ICCO Terrafina

Appui de la microfinance dans les produits agricoles par un crédit développé surtout en milieu rural pour rendre accessible le crédit dans certaines zones reculées.
Diminution des coûts et facilitation de l'accès au crédit.
La valeur ajoutée est d'éviter le bradage des récoltes avec le stockage de la production. Interaction entre l'imf et le groupement avec un taux de remboursement de 100%.

4- L'expérience des WAQF

Construction de 64 daaras dans le pays. Une composante waqf va venir en appoint et prendre en charge l'organisation et le fonctionnement des daaras. Un don d'immeuble s'en est suivi, permettant de verser ses revenus aux daaras.

Conclusions

Comment financer l'entreprise sociale avec le financement social? L'alliance entre le microcrédit et d'autres types de financement, notamment la finance islamique peut être une solution.
Par exemple dans le cas de la mise en place d'un waqf monétaire « japal ma Jap », il est possible d'avoir des fonds d'investissement en poussant chacun à cotiser en fonction de ses revenus.

6) MIGRATIONS ET ESS

MODÉRATEUR : Pr. Aly TANDIAN, Maître de conférences à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis - Sénégal

Recommandations pour ESS de migrants

- Inciter les populations restées au pays et bénéficiant d'argent envoyé par des migrants de se constituer en groupement de producteurs agricoles et de centrales d'achats et de ventes afin de réaliser des investissements conséquents et de capitaliser leurs expériences.
- Encourager les migrants investisseurs à se mobiliser en coopératives pour une labélisation des produits des territoires.
- Associer les migrants à déconstruire les idées préconçues et faciliter à ceux qui évoluent dans l'ESS de réussir dans leur mission.
- Encourager les populations restées au pays de voir les migrants comme des sources de survie.
- Encourager les collectivités et les migrants à coopérer pour optimiser les investissements des migrants et échange de modèles vertueux par des jumelages (Lille. Saint-Louis ; Louga. Millau, Chartres. Koundel, etc.).
- Inciter les collectivités locales à organiser périodiquement des forums de l'entreprenariat avec des ateliers B2B permettant aux migrants de dialoguer directement avec des spécialistes en création d'entreprises.
- Encourager les collectivités locales à organiser des rencontres entre migrants et populations en vue de la création d'entreprises pour l'identification des opportunités économiques dans leurs territoires.

4) PRÉSENTATIONS D'OUTILS/FORMATIONS

GUIDE D'ANALYSE DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

MODÉRATEUR : M. Bernard NDOUR, Consultant MCE Conseils - Canada

Le guide est un condensé de plusieurs années de pratiques de différents intervenants qui croient que la finance doit être au service de l'humain. Il s'adresse aux bailleurs de fonds, aux praticiens, mais aussi aux acteurs de la finance solidaire.

Le guide accorde une place de choix à la notion d'écosystème qui se définit par la complémentarité et la collaboration.

Il permet d'effectuer l'analyse des entreprises dans leur contexte incluant l'analyse financière (évaluation du risque, les états financiers, les prévisions financières...).

BAOBAB : LOGICIEL D'ANALYSE ET DE SUIVI DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS

MODÉRATEUR : M. Milder VILLEGAS, Directeur général de Filaction et Président d'INAISE - Canada

Le logiciel Baobab est une application permettant de faire le suivi des diverses demandes de financement faites à une organisation financière. À l'aide de cet outil, il est possible de faire un suivi très serré de chaque dossier, assurant ainsi une meilleure efficacité et une plus grande satisfaction des clients.

FORMATION SUR LES OUTILS DE FINANCEMENT POUR LES FEMMES ENTREPRENEURES

MODÉRATRICE : Mme Lucie DEMERS, Directrice de la Stratégie et du Développement – Filaction - Canada

Lors de cette session de formation destinée aux gestionnaires d'institutions de microfinance travaillant avec des femmes entrepreneures, Lucie Demers a présenté l'expérience de Filaction.

Les participants ont ainsi pu se familiariser avec deux outils de financement:
1- L'évaluation de faisabilité d'un projet
2- Le guide de préparation d'une demande de financement

5) PAROLES D'ENTREPRENEURS

AMY MBENGUE

ECOBAG

« Il y a 190 tonnes de déchets par jour contre 5 de tonnes de sachets plastiques. C'est pourquoi j'ai créé ECOBAG en recyclant les déchets en granulé. Comme perspective nous faisons de la transformation des déchets en produit fini et nous souhaitons intégrer le marché international. Nous faisons une transformation mécanique. Nous luttons donc contre l'incinération. Notre entreprise a une finalité sociale avec 34 femmes d'un faible niveau d'étude. Nous luttons contre la pollution tout en favorisant l'autonomisation des femmes. Nous avons le soutien de la direction des financements verts qui nous a permis de démultiplier notre capacité de recyclage. »

AMINATA DOMINIQUE DIOUF

Domaine Agricole de Nema

« Nous avons 92 hectares de terres à Keur Massar où le maraîchage représente 80 hectares. Nous avons besoin de financement pour produire l'émission télévisée "Ferme factory" qui permet aux jeunes de mieux connaitre l'agriculture afin d'éventuellement l'intégrer. Nous sommes soucieux de la préservation de l'environnement dans toutes les phases de nos activités. »

AHMED AL KARIM CISSE

ONG Connexion Sans Frontière

« Nous avons essayé d'intégrer ce dispositif pour faire du crowdfunding et le projet est basé sur la donation. Nous avons intégré la dimension waqf dans ce projet et aujourd'hui le waqf est démocratisé. Aujourd'hui, nous avons lancé l'initiative « ILA Makka » qui permet d'agréger les cotisations dans toutes les plateformes wari et autres. L'argent comptabilisé est mis dans un compte séquestré. L'autre système que nous développons est relié à la retraite. Nous avons proposé un mécanisme endogène avec le « beuthiek fouk » afin de pallier aux risques liés aux défauts de dispositifs pour les prochaines années. Développer des alternatives pour capter les cotisations des populations. »

6) CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

Discours de Milder Villegas, président d'INAISE

Monsieur le représentant de la ministre de l'Économie sociale et solidaire. Mesdames et Messieurs du Conseil d'administration de Sen'Finances, chers participants,

Je ressens une très belle énergie! Ce fut une très belle conférence. Nous avons eu au-delà de 200 inscriptions,
Nous avons eu une conférence riche en expériences, avec la présentation de modèles, de beaux échanges, parfois plus insistants, mais pour le moins très pertinents. Les groupes de travail ont été fructueux.

Il est possible que vous sortiez avec plus des questions que quand vous êtes arrivés. La conférence ne peut pas régler tous les problèmes ou défis que nous avons. Toutefois, j'espère que la conférence a été une sorte de bougie d'allumage pour vous inspirer, pour vous donner de nouvelles idées. Qu'elle vous aide à questionner les modèles existants, qu'elle vous aide à rompre avec des modèles désuets, qu'elle soit une aide pour transformer l'économie.

Je tiens à le répéter, l'économie sociale n'est pas une économie de pauvres, une économie des marginaux ou une économie de l'informalité. J'espère que les exemples que nous avons présentés sauront illustrer que l'économie sociale n'est pas une économie des petites affaires, n'est pas non plus un moyen pour que les gouvernements se désengagent ou qu'elle devienne un moyen de contrôle.

L'économie sociale et solidaire doit être un outil de développement, un outil de création de richesse, un outil qui combat les inégalités sociales, un outil de démocratisation (notamment économique) ou un outil de distribution de la richesse.

Pour ce faire nous devons créer des modèles durables pour qu'ils soient mis en échelle tout en gardant notre mission. Il ne faut pas avoir peur. Comme disait hier Dominique Lesaffre , « small n'est pas toujours beautiful et big ne signifie pas nécessairement mauvais ».

L'économie sociale n'est pas une panacée. L'économie sociale n'est pas un mandat d'un seul organisme, C'est un écosystème. J'ai lu quelque part qu'il faut rêver pour avoir une vision. Celle-ci se transformera en mission et cette dernière va créer de l'action. Il faut donc rêver à une société plus juste et ainsi développer des modèles qui tiennent compte de nos réalités, de nos désirs et de nos besoins.

J'espère que vous a eu une bonne conférence et que vous avez établi des contacts.
INAISE ne s'est pas trompé lorsqu'il a décidé d'organiser sa conférence en Afrique de l'Ouest. Il est évident que beaucoup de mérite revient à Sen'Finances. Ce fut une réussite grâce à son leadership et à sa capacité de mobilisation.

Merci à vous les participants, vous avez été très assidus, très présents.

Merci beaucoup et bonne journée!

III-ACTIVITÉS ANNEXES

1) ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES MEMBRES D'INAISE VENDREDI 22 JUIN 2018

2) VISITES DE TERRAIN VENDREDI 22 JUIN 2018

Espace Maam Samba - Dakar Commerce équitable Mode et Déco

Mutuelle d'Épargne et de Crédit pour la Protection de la Nature de Popenguine

3) EXPOSITION « MADE IN SÉNÉGAL »

4) VISITE TOURISTIQUE DE L'ILE DE GORÉE SAMEDI 23 JUIN 2018

IV-ANNEXES

PROGRAMME

	Mercredi 20 juin
8 h	Inscriptions
9 h	**Allocution de bienvenue**
9 h 30	**Conférence d'ouverture**
10 h 30	Pause-café
11 h	**Axe 1 : Mécanisme de Financement de l'Économie Sociale et Solidaire (Plénière)**
12 h 30	Déjeuner
14 h	**Groupes de travail / ateliers**
	Groupe 1 : Fonds d'investissement et fondations
	Groupe 2 : Présentation d'un guide de gestion en financement de l'ESS
	Groupe 3 : Rôle de la microfinance dans l'ESS
15 h	**Synthèse des groupes de travail**
15 h 30	Pause-café
16 h	**Axe 2 : Expériences intercontinentales : Que pouvons-nous apprendre les uns des autres? (Panel)**
Soirée	Dîner
	Jeudi 21 juin
8 h	**Petit-déjeuner / Présentation de Baobab : Logiciel d'analyse et de suivi de projets d'investissements (Sur inscription)**
9 h	**Axe 3 : Outils financiers de soutien à l'agriculture et à l'entrepreneuriat féminin (Panel)**
10 h 30	Pause-café
11 h	**Axe 4 : Les formes de financement innovantes (Plénière)**
12 h 30	Déjeuner
14 h	**Groupes de travail / ateliers**
	Groupe 1 : Rôle des coopératives dans l'ESS
	Groupe 2 : Innovations en finance solidaire
	Groupe 3 : Migrations et ESS
	Groupe 4 : Formation sur les outils de financement pour les femmes entrepreneurs
15 h	**Synthèse des groupes de travail**
15 h 30	Pause-café
16 h	**Paroles d'entrepreneurs**
17 h	**Conférence de clôture**
Soirée	Dîner de clôture
	Vendredi 22 juin
9 h	**Assemblée générale pour les membres d'INAISE**
12 h 30	Déjeuner
Après-midi	Visites terrain (avec inscription préalable)
	Samedi 23 juin
	Visitie touristique optionnelle à l'île de Gorée (avec inscription préalable)

SPONSORS

Remerciements à nos sponsors et soutiens :

- Ministère de l'Économie Solidaire et de la Microfinance du Sénégal
- Ministère des Affaires Étrangères du Sénégal
- ICCO Coopération
- FONGIP (Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires)
- COSEC (Conseil Sénégalais des Chargeurs)
- CNCAS (Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal)
- PAMECAS
- Catholic Relief Services
- Groupements Économiques du Sénégal (GES)
- FONSIS (Fonds Souverains d'Investissements Stratégiques)
- Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de Dakar
- Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés (APSFD)
- Filaction (Canada)

INAISE

Fondation Sen' Finances

LISTE DES PARTICIPANTS

PRÉNOM	NOM	ORGANISATION	PAYS
Andrew	CAIRNS	Community Sector Banking	Australie
Maria Elena	QUEREJAZU	Sembrar	Bolivia
André D.	BEAUDOIN	UPA Développement international	Canada
Marc-André	BINETTE	Fondaction	Canada
Pauline	BOINOT	INAISE	Canada
Claude	DORION	MCE Conseils	Canada
Myriam	FORTIN	Bureau du Québec à Dakar	Canada
Bernard	NDOUR	MCE Conseils	Canada
Pierre	PAQUIN	Bélanger Sauvé	Canada
Marc	PICARD	Caisse d'économie solidaire Desjardins	Canada
Karina	SANTANA	Ecotierra	Canada
Milder	VILLEGAS	Filaction	Canada
François	OUENAM	Administration	Centrafrique
Gislaine	MAMPOUYA MACKIZA	CAPPED	Congo
Jorge Luis	DE LA CALLE MARTIN	GREDOS SAN DIEGO	Espagne
Enrique	GONZALEZ PRADA	GREDOS SAN DIEGO	Espagne
Dominique	LESAFFRE	SIDI	France
Oumar Samba	NIANG	Micro entrepreneur (Make Innov Consulting)	France
Natasha	OLMI	SIDI	France
Patrick Osei	BONSU	Rab Consult Limited	Ghana
David Formo	GOUMOU	CREDIT RURAL DE GUINEE S.A	Guinée
Elibaldo	ACOSTA	AHSETFIN	Honduras
Raúl	SANCHEZ	Red KATALYSIS	Honduras
Ibrahima	KEÏTA	Kafo Jiginew	Mali
Mohamed	TAHRI	Finance	Maroc
Bernie	AKPORIAYE	MaTontine	Sénégal
Yaya Oumar	AW	MEC KOYLI WIRNDI	Sénégal
Moustapha	BA	LAWEL SERVICES SUARL	Sénégal
Arouna	BA	Direction de la Microfinance	Sénégal
Déguène	BA	MESMF	Sénégal
Ousmane	BA	MESMF	Sénégal
Idrissa	BA	ICCO cooperation Stars	Sénégal
Moussa	BALDE	MESMF	Sénégal
Mary	BASS	MESMF	Sénégal
Olga Marie Hélène	BASSE	LARTES	Sénégal
Abdel Kader	BEYE	ACEP	Sénégal
Abdoulaye	BIAYE	PROMISE	Sénégal
Néné Sarr	BOB	Fonds d'Impulsion de la Microfinance	Sénégal
Kadia	BOCOUM	Fonds d'Impulsion de la Microfinance	Sénégal
Oshane	BOURTHOUMIEUX	ONG des villageois de Ndem	Sénégal
Awa	CABA	CEO SORETOUL	Sénégal
Mariétou	CISS	MESMF	Sénégal
Ahmed Al Karim	CISSE	ONG CONNEXION SANS FRONTIERE	Sénégal
Boubacar	CISSE	UNCAS	Sénégal
Oumar	CISSE	Directeur de la microfinance	Sénégal
Aissatou	CISSE	Direction de la Microfinance	Sénégal
Khary	CISSE	ICCO cooperation	Sénégal
Cheikh Mouhamady	CISSOKHO	ROPPA/CNCR	Sénégal
Samba Atta	DABO	Aide au Développement Gembloux	Sénégal
Lucie	DEMERS	Filaction	Sénégal
El H. Abdou Khadre	DER	UFM/LOUGA	Sénégal
Mouhammadou Ch.	DIA	Bureau de Mise à Niveau	Sénégal
Fatoumata Guèye	DIAGNE	Association des Juristes Sénégalaises	Sénégal
Alioune	DIAGNE	CNCAS	Sénégal
Yaye Fatou	DIAGNE	Coordinatrice Nationale du PROMISE	Sénégal
Amadou Lamine	DIAGNE	DFVP	Sénégal
Ndèye Astou Kébé	DIAGNE	FONGIP	Sénégal
Mor	DIAKHATE	ONG ALPHADEV	Sénégal

LISTE DES PARTICIPANTS - SUITE

PRÉNOM	NOM	ORGANISATION	PAYS
Serigne Dame	DIAKHOUMPA	FONSIS	Sénégal
Mariama	DIALLO	Alternatiba	Sénégal
Khady	DIALLO	Bureau du Québec à Dakar	Sénégal
Rahime	DIALLO	CT Communication MESMF	Sénégal
Amadou	DIALLO	FONGIP	Sénégal
Amadou	DIALLO	FONGIP	Sénégal
Dialikatou	DIALLO	MESMF	Sénégal
Khalipha Philippes	DIARRA	REGULEUM	Sénégal
Ben Benoît	DIATTA	FONGIP	Sénégal
Yaya	DIATTA	PROMISE	Sénégal
Dame	DIAW	MEC BOK JOM	Sénégal
Abdoulaye Seydi	DIAW	MESMF	Sénégal
Fatou Kiné	DIAW	MESMF	Sénégal
Binta	DIEDHIOU	LARTES	Sénégal
Ismael	DIENE	Crédit Solidaire Afrique	Sénégal
Mandiaye	DIENG	CRS	Sénégal
Fatou	DIENG	UM PAMECAS	Sénégal
Khaita	DIEYE	COFINA SENEGAL	Sénégal
Richard Amar Vincent	DIONE	MEC APROVAG	Sénégal
Mahammad Boun Abdallah	DIONNE	Premier Ministre du Sénégal	Sénégal
Moussoukoro	DIOP	CEO de Digital Mousso	Sénégal
Khady Fall	DIOP	GSESS	Sénégal
Daouda	DIOP	Hom-Dedff (Hommes pour la Défense ces Droits des Femmes et des Filles)	Sénégal
Dior Thiane	DIOP	MEC FONEES	Sénégal
Abdel Kader	DIOP	MEC JAPPO LIGGEY DE NGUEKOKH	Sénégal
Pape Thierno Sy	DIOP	MECAP	Sénégal
Alioune	DIOP	MECPROPEM	Sénégal
Cheikh	DIOP	MESMF	Sénégal
Ndoumbé	DIOP	MESMF	Sénégal
Safiatou	DIOP	Réseau Siggil Jiguen	Sénégal
Aminata	DIOP	UCAD/FIMF	Sénégal
Ibrahima	DIOUF	Bureau de Mise à Niveau	Sénégal
Yayi Bayam	DIOUF	CCIAD	Sénégal
Aminata Dominique	DIOUF	Domaine Agricole de Nema	Sénégal
Mbaye	DIOUF	MECPRONAT	Sénégal
Fa Bineta Diop	DIOUF	MESMF	Sénégal
Marcel Antoine	DJIBOUNE	URMECS	Sénégal
Abdou Salam	FALL	Laboratoire de Recherche sur les Transformations Economiques et Sociales (LARTES-IFAN)	Sénégal
Coura	FALL	SENFOOD	Sénégal
Adja Mborika	FALL	FDEA Microfinance	Sénégal
Bitty	FALL	MEC FEMME PIKINE	Sénégal
Rokhaya	FALL	MEC SYNERGIE FEMMES	Sénégal
Myriam	FALL	MESMF	Sénégal
Khady	FALL	OIKOCREDIT	Sénégal
Codou	FALL DIAWARA	Bureau du Québec à Dakar	Sénégal
Moussa	GASSAMA	PROMISE	Sénégal
Cheikh Mara	GAYE	MARA SERVICES	Sénégal
Mame Samane	GNING	Caisse des dépôts et consignations	Sénégal
Souhaibou	GUEYE	Sen'Finances	Sénégal
Mamadou Lamine	GUEYE	DG CAURIE Microfinance - Pdt AP/SFD	Sénégal
Amadou Boudia	GUEYE	DG COFINA	Sénégal
Fatou Diané	GUEYE	DG DRS/SFD	Sénégal
Boussoura	GUEYE	MESMF	Sénégal
Aminata Diop	KANDE	MESMF	Sénégal
Amina	KANTE	Direction de la Microfinance	Sénégal
Mbaye	KEBE	COOP MIFTAH	Sénégal

LISTE DES PARTICIPANTS - SUITE

PRÉNOM	NOM	ORGANISATION	PAYS
Amina	KEITA	Direction de la Microfinance	Sénégal
Mame Balla	KOLAGA	Observatoire Genre	Sénégal
Mouhammadou L.	KONTE	CRS	Sénégal
Aïssatou Issa	KONTE TOURE	FINEKIP	Sénégal
Maurice	KOPPES	ICCO Cooperation	Sénégal
Diane	LE GOFF	Schneider Electric	Sénégal
Marc-André	LEDOUX	FinSocial SAS	Sénégal
Khaly Moustapha	LEYE	GROUPE DMEDIA	Sénégal
Arif	LO	MIFTAH	Sénégal
Racine	LY	Bureau de Mise à Niveau	Sénégal
Ousmane	LY	MEC KOYLI WIRNDI	Sénégal
Banel	LY	MEC KOYLI WIRNDI	Sénégal
Aminata Angélique	MANGA	Ministre de l'Économie Solidaire et de la Microfinance	Sénégal
Aminatou	MBAYE	Bureau de Mise à Niveau	Sénégal
Babacar	MBAYE	Cabinet SUXALLI	Sénégal
Djibril Ka	MBAYE	COFINA	Sénégal
Mame Seynabou	MBAYE	MEC LE SINE FATICK	Sénégal
Amy	MBENGUE	ECOBAG	Sénégal
Fallou	MBOW	ONG des villageois de Ndem	Sénégal
Edgard	MENDY	COFINA	Sénégal
Moustapha	NDIAYE	Sen'Finances	Sénégal
Cheikh	NDIAYE	CNCAS	Sénégal
Sidi Lamine	NDIAYE	Dir. AP/SFD	Sénégal
Ndiambé	NDIAYE	Directeur Fonds d'Impulsion de la Microfinance	Sénégal
Madiène Joe	NDIAYE	FONGIP	Sénégal
Samella Guignane Tine	NDIAYE	MEC FADEC NJAMBUR	Sénégal
Abdoulaye	NDIAYE	MECZY	Sénégal
Aïssatou Samb	NDIAYE	MESMF	Sénégal
Seynabou	NDIAYE	MESMF	Sénégal
Babacar	NDIAYE	PCA Coses	Sénégal
Cheikh O.	NDIAYE	PROMISE	Sénégal
Mame Diarra	NDIAYE SOBEL	Solidarité Active	Sénégal
Hamet	NDOUR	NUCLEUS - Financial Solutions	Sénégal
Rosalie	NDOUR	CNCAS	Sénégal
Waly	NDOUR	Conseil National de la Sécurité Alimentaire CNSA	Sénégal
Denise Fatoumata	NDOUR	Sen'Finances	Sénégal
Elisabeth	NDOUR née Basse	Université de Dakar	Sénégal
Cheikh	NGANE	CFAHS	Sénégal
Joachim	NGOM	CNCAS	Sénégal
Baba	NGOM	CNCR	Sénégal
Amadou	NGOM	Haute Autorité du Waqf	Sénégal
Ibrahima Tamsir	NIANE	UNACOIS	Sénégal
Meissa	NIANG	Free Lance	Sénégal
Diadji	NIANG	LARTES	Sénégal
Abdou Maty	NIANG	MEC PROPARC	Sénégal
Abdou	PAYE	PAME AGETIP	Sénégal
Coline	PEUSSIER		Sénégal
Pape Ousmane	SADIO	MESMF	Sénégal
Oussama Monique	SAGNA	JGEN Women Global Entrepreuneurship	Sénégal
Lala Aicha Dieng	SAKHO	FDEA Microfinance	Sénégal
Ibrahima	SAKHO	COFINA	Sénégal
Zeïnabou	SALL	Direction de la Microfinance	Sénégal
Mamadou Khabib	SALLA	C.E.R.E.P business consulting/O.N.G. AFRIQUE SOLIDARITE A.I.S.E.D	Sénégal
Kadja Bocoum	SAM	Fonds d'Impulsion de la Microfinance	Sénégal
Abdoulaye	SAMATE	PermaSchool	Sénégal
Khady	SAMBA	Directrice des Statégies - MESMF	Sénégal
Yayou Khady	SAMBA	UNACOOPHS	Sénégal

LISTE DES PARTICIPANTS - SUITE

PRÉNOM	NOM	ORGANISATION	PAYS
Aîssatou Ndiaye	SAMBE	MEC ADEFAP	Sénégal
Sécou	SARR	ENDA Energie	Sénégal
Amadou	SARR	DMF/PLASEPRI	Sénégal
Fatou Bintou	SARR	Fonds d'Impulsion de la Microfinance	Sénégal
Ramatoulaye	SARR SYLLA	Sen'Finances	Sénégal
Abdoulaye	SECK	Bureau de Mise à Niveau	Sénégal
Mame Mariétou	SECK	Fonds d'Impulsion de la Microfinance	Sénégal
Aïssatou	SECK	Solidarité Active	Sénégal
Karim	SEYE	Directeur administratif et financier Cosec	Sénégal
Arame	SEYE	MESMF	Sénégal
Aminata	SOUMARE	JEUNEDEV	Sénégal
Awa	SOW MARONE	COOP35	Sénégal
Fatou	SOW SARR	RASEF	Sénégal
Abdourahmane	SY	FONGIP	Sénégal
Samba	SY	Ministre du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les institutions	Sénégal
Aly	Tandian	GERM - Université Gaston Berger de Saint-Louis	Sénégal
Khadija	TANDIAN	Pdte Jeunes Femmes Entrepreneures du Sénégal	Sénégal
Adama	THIAM	Expert-consultant en Microfinance	Sénégal
Ousseynou	THIAM	MESMF	Sénégal
Fatou Bane	THIAW	MESMF	Sénégal
Ousmane	THIONGANE	DG U-IMCEC	Sénégal
Gnagna	THIOTE	Nelec-GT	Sénégal
Faguèye	THIOYE FALL	Bureau de Mise à Niveau	Sénégal
Arame	TOP SENE	Directrice de l'Encadrement de l'Economie Solodaire-MESMF	Sénégal
Hamidou	TOURE	UCAD	Sénégal
Ababacar	TOURE	UM PAMECAS	Sénégal
Magatte	WADE SAMBE	AP/SFD	Sénégal
Abdoulaye	WELE	LARTES	Sénégal
Serigne A. Lahad	YADE	BT LAB Biotox Laboratoire Consulting	Sénégal
Maïmouna	YADE	CT GENRE - MESMF	Sénégal
Honoré	YAPELE	MESMF	Sénégal
Aichatou	ZOUMA	CESAG	Sénégal
Mohamed H.	ATTANDA	MAIN	Togo

INAISE (Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie sociale) est un réseau international d'organismes ayant pour objectif le financement de projets sociaux et environnementaux. Créé à Barcelone, Espagne, en 1989 à l'initiative de 7 organisations financières de l'économie sociale, INAISE a connu une croissance rapide liée au développement du mouvement de la finance sociale et solidaire qui a très vite gagné en nombre, en visibilité et en importance dans la plupart des pays européens et non européens.

INAISE permet aux investisseurs sociaux du Royaume-Uni au Sénégal et du Honduras à l'Australie de s'unir pour échanger leurs expériences, diffuser l'information et montrer que l'argent peut véritablement être utilisé comme outil de changement social et environnemental. En tant que réseau mondial dédié à la finance sociale et solidaire, INAISE rassemble des acteurs pionniers et historiques du secteur qui soutiennent le développement durable, l'économie sociale et solidaire, ainsi que le développement rural.

http://inaise.org/
secretariat@inaise.org

inaiseglobal

inaiseglobal

SEN'FINANCES est une fondation reconnue d'utilité publique par décret N°2007-959 signé le 7 septembre 2007 par le Président de la république du Sénégal. Elle a pris le relais du Fonds de Contrepartie Sénégalo-Suisse, et assure la continuité des opérations de microfinance précédemment dévolues à ce dernier, mais plus généralement contribue à l'inclusion financière des personnes exclues du système financier classique.

La Fondation Sen 'Finances, en adéquation avec les priorités de développement du Sénégal en matière de lutte contre la pauvreté, vise l'amélioration des conditions de vie des populations marginalisées et défavorisées du pays.

Pour atteindre sa cible, elle passe par les Systèmes Financiers Décentralisés auxquels elle apporte de l'appui financier par l'octroi de lignes de refinancement, et technique par de l'accompagnement dans leur développement institutionnel.

http://senfinances.sn
senfinances@senfinances.sn

SenFinances

fondation-sen-finances

INAISE

Fondation Sen' Finances